

## Communiqué Pour diffusion immédiate

### Bilan du congrès annuel 2021 de l'Association des économistes québécois

#### **La transition énergétique est bien engagée et c'est l'affaire de tous**

**Montréal, le 20 mai 2021** – Quelque 300 économistes et acteurs de la communauté des affaires se sont réunis virtuellement cette semaine à l'occasion du congrès annuel de [l'Association des économistes québécois](#) afin d'échanger sur le thème de l'environnement et les impacts économiques associés à la protection de celui-ci. Lors de la 3<sup>e</sup> et dernière journée du congrès, les présentations et les échanges ont porté principalement sur les défis posés par la transition énergétique aux acteurs financiers, aux producteurs d'énergie et aux gouvernements.

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) s'est donné en 2017 une stratégie de décarbonisation de ses placements qui visait, pour 2025, une réduction de 25 % de l'intensité en carbone de son portefeuille d'investissement et une hausse de 80 % de ses investissements « sobres » en carbone. Ces objectifs ont été atteints dès 2020, mais selon **Bertrand Millot**, vice-président Risque-Revenu fixe et chef des enjeux et risques climatiques à la CDPQ, la décarbonisation de la plupart des secteurs est difficile puisque même les entreprises les moins émettrices de gaz à effet de serre (GES) comptent largement sur des approvisionnements et des services de transport qui sont très émetteurs. Les sociétés financières tiennent compte des risques climatiques et énergétiques de leurs clients, mais la réglementation et les incitations gouvernementales demeurent essentielles. Il faut aussi éduquer et sensibiliser les consommateurs puisqu'ils peuvent jouer un rôle très important pour influencer les décisions des entreprises.

D'un panel regroupant **Richard Painchaud**, président et fondateur de Technologies Kourant inc., **Stéphan Morency**, vice-président et chef de l'investissement à Fondation, et **Catherine Goyer**, directrice Responsabilité d'entreprise et Environnement chez Bell, il est ressorti que les entreprises et ceux qui les financent devraient se préoccuper davantage des rendements futurs et moins des rendements immédiats des investissements dans les technologies vertes. Même si les investissements dans de nouveaux produits et de nouvelles technologies comportent des risques, certaines des entreprises qui prennent ces risques seront les championnes de l'avenir. Le panel a aussi fait appel aux économistes pour proposer une quantification des pertes économiques qu'entraînera le défaut de prendre ces risques porteurs de solutions potentielles pour l'avenir. Les panélistes ont aussi plaidé pour l'adoption de réglementations qui forceront la mise au point de technologies innovatrices. Ils estiment en outre que les plans de relance post-pandémique devraient être assortis d'exigences à l'endroit des entreprises qui en profiteront afin qu'elles effectuent des virages propices à la réduction des émissions de GES.

Une deuxième table de discussion portait sur la transition énergétique. Selon **Frank Des Rosiers**, sous-ministre adjoint à Ressources naturelles Canada, l'adoption de processus énergétique moins émetteur de GES est favorisée par la réduction importante des coûts de production du solaire et de l'éolien au cours des dernières années. Des réductions de coût majeures sont également anticipées d'ici 2040 pour la production d'hydrogène « vert ». Pour **Jean-Thomas Bernard**, professeur invité au département de science économique de l'Université d'Ottawa, la tarification de l'électricité au coût marginal de production serait plus incitative à la transition énergétique que la tarification moyenne qui prévaut depuis 1944 au Québec. De son côté, **France Lampron**,

directrice Électrification des transports chez Hydro-Québec, a signalé que, avec 3000 bornes de recharge à la grandeur du territoire, le Québec est chef de file au Canada pour le passage aux automobiles mues à l'électricité. Hydro-Québec s'intéresse maintenant à l'électrification des véhicules lourds pour lesquels des défis techniques et de gestion de flotte se posent de façon particulière.

En intervention de clôture, **Judith Hamel**, présidente du congrès, s'est réjouie du grand intérêt suscité par l'ensemble des conférences et tables de discussion. Elle s'est dite assurée que les économistes prenaient bonne note des questions et des pistes de réflexion que leur ont adressées les conférenciers et les panélistes.

-----

Veillez noter que la plupart des conférenciers sont disponibles pour des entrevues individuelles. Merci de confirmer vos demandes d'entrevues à l'avance auprès de Valérie Gonzalo au (514) 626-6976 ou [gonzalo@videotron.ca](mailto:gonzalo@videotron.ca)

### **À propos de l'Association des économistes québécois**

L'Association des économistes québécois principal regroupement d'économistes francophones en Amérique est une association dynamique et active dans divers secteurs d'activités: entreprise privée, secteur public, milieux syndicaux, associations, monde universitaire. Elle a pour finalités le développement et la diffusion du savoir économique, l'éclairage des débats publics et la valorisation du rôle de l'économiste. En accord avec son slogan « Pour des choix éclairés », l'Association est reconnue comme un interlocuteur crédible et impartial dans les débats économiques. Pour connaître davantage l'Association et ses activités, visiter le site web à [www.economistesquebecois.com](http://www.economistesquebecois.com) et les réseaux sociaux [Facebook](#), [LinkedIn](#), et [Twitter](#).

-30-

### **Source et informations**

Valérie Gonzalo  
(514) 923-1549  
[gonzalo@videotron.ca](mailto:gonzalo@videotron.ca)